

LUTTES DE SEPTEMBRE 2009

Automobile (Blanquefort, Gironde)

Environ 80 représentants syndicaux d'une vingtaine d'entreprises françaises se sont réunis samedi 5 septembre à Blanquefort, à l'initiative de la CGT de l'usine Ford de cette ville, afin de discuter de la convergence des luttes pour sauvegarder les emplois.

"L'idée est de créer de la solidarité afin d'être plus forts face aux patrons qui ont la trouille d'une généralisation du mouvement", a expliqué le délégué CGT du site de Ford Blanquefort, qui a été repris en février avec ses 1 600 salariés par la société HZ Holding France.

Des représentants de l'usine en liquidation New Fabris à Châtelleraut (Vienne), de l'usine menacée de fermeture Celanese à Pardies (Pyrénées-Atlantiques), de Freescale à Toulouse, où différents plans sociaux sont programmés, et de PSA Mulhouse, étaient notamment présents à cette rencontre.

"Il est très important de prendre un premier contact entre nous, et créer un collectif serait un moyen supplémentaire de lutter", a affirmé le délégué CGT et secrétaire du CE de Fabris.

"Ce n'est pas en restant seul que l'on peut s'en sortir, c'est ensemble que l'on peut faire reculer les patrons", a souligné un délégué CFDT de Freescale.

Déjà sur Bordeaux, un comité de soutien et de sauvegarde des emplois de Ford Aquitaine Industries (FAI) a été créé. Dans cette usine, on redoute que le projet de reprise ne soit "qu'un prête-nom qui permettrait à Ford de se dégager du site sans faire de tache".

Confrontés à la stratégie d'accompagnement des centrales syndicales et de négociation sans rapport de force sérieux, les travailleurs n'ont pas le choix. La voie pour gagner, c'est bien l'auto-organisation des travailleurs, dans l'unité à la base dans des comités de luttes réunissant les travailleurs et les organisations qui le souhaitent, autour d'une entreprise en grève ou bassin par bassin, ville par ville pour faire concrètement ce que les bureaucraties syndicales n'ont pas voulu faire. Pour mots d'ordre : « Les travailleurs ne veulent pas payer la crise du système capitaliste » ; « Les fauteurs de crise doivent être les payeurs ». Des actions fortes et bloquantes contre chaque licenciement, suppression d'emploi, fermeture d'usine ou de service public, augmentation de tarif ou de prix, dans le but de faire grandir un rapport de force supérieur et de faire payer les profiteurs. Ces comités devront échanger pour faire converger leurs forces, y compris au moment des nouvelles journées d'action qui seront peut-être décidées (voir journée sans grève du 7 octobre), mais détournées par les bureaucraties syndicales de la seule stratégie potentiellement victorieuse pour les travailleurs : le blocage dans la durée de l'économie et des profits bourgeois. Du développement de ces luttes naîtront des victoires (même locales) qui redonneront confiance au prolétariat dans la force des luttes organisées, le collectivisme et l'unité des travailleurs.

Dans la foulée de la rencontre du 5 septembre, le 8 septembre, plusieurs syndicats CGT d'entreprises du secteur automobile, tels Goodyear, Continental, Ford, New Fabris, estimant que la stratégie des confédérations syndicales "n'est pas la bonne", ont appelé à manifester le 17 septembre à Paris pour lancer "un mouvement de mobilisation".

"Nous appelons à manifester le 17 septembre place de la Bourse à Paris, mais ce ne sera qu'une première étape et on se réunira de suite pour engager rapidement une multitude d'actions les plus convergentes possibles. On ne peut pas attendre, la stratégie des confédérations n'est pas la bonne aujourd'hui".

Après les journées de manifestations interprofessionnelles du premier semestre, six des huit grandes confédérations se retrouvaient parallèlement ce mardi à Paris pour

aborder la suite de leur action. La CGT a proposé une nouvelle journée de mobilisation le 7 octobre, journée mondiale en faveur d'un travail décent...

"On a trop espacé les mobilisations, on a essoufflé les gens", a estimé le, délégué CGT de Goodyear Amiens, à l'origine de la manifestation du 17 septembre. "Mais y'a pas que les Goodyear et les Continental qui souffrent aujourd'hui en France, il y en a plein d'autres et il faut les rassembler pour arriver à peser contre les licenciements boursiers et la criminalisation de l'action syndicale", a-t-il ajouté.

"Nous ne voulons pas contrer les confédérations, nous voulons qu'elles rentrent dans notre mouvement, mais il faudrait qu'elles écoutent mieux le monde du travail", a lancé Xavier Mathieu, délégué CGT de Continental.

Soyons clairs : on ne peut pas faire croire que les confédérations se trompent simplement. Quinze ans de syndicalisme dit « rassemblé », pour quel résultat ? Et le couvert nous est resservi à chaque fois. Pourtant, les luttes ont été encore exceptionnellement nombreuses cet été et leur radicalisation se confirme. Mais depuis le début, elles sont laissées dans l'isolement par la trahison du condominium CGT-CFDT en tête. L'unité à tout prix et sans condition, sert de prétexte au moins-disant et à l'alignement sur la stratégie de collaboration de Chérèque avec le capital. Rien n'est fait pour unifier ces luttes courageuses et déterminées, tout est fait pour les anesthésier dans des journées d'action sans reconduction sérieuse et sans dommage pour les profits des entreprises. Un siècle d'impérialisme et de surprofit des monopoles (grâce au pillage des pays dominés) ont transformé les directions des centrales syndicales en bureaucraties acquises au capitalisme et à l'exploitation salariale (voir les livres de Le Duigou et consorts, et voir le projet du 49^{ème} congrès de la CGT).

Les salariés de Continental, qui veulent aussi dénoncer, le 17 septembre, la récente condamnation de six d'entre eux pour le saccage de la sous-préfecture de Compiègne, ont écrit aux confédérations pour leur demander "de discuter d'initiatives communes (...) qu'elles qu'aient été les divergences qui ont pu exister". La Fédération CGT de la métallurgie et celle du caoutchouc se sont associées à l'appel à manifester le 17 septembre. Les six salariés de Continental, condamnés à des peines de prison avec sursis et qui doivent encore comparaître au civil, ont indiqué avoir fait appel.

(Sur le 49^{ème} congrès de la CGT, vous pouvez commander l'analyse détaillée du projet de la direction en nous écrivant à la boîte postale ou à urcf@wanadoo.fr)

Freescale (Toulouse, puces électroniques)

Environ les trois quarts du personnel de production de l'usine Freescale de Toulouse, qui fabrique des puces électroniques et qui doit fermer en 2011, étaient en grève mardi 8 septembre contre les licenciements et pour exiger une prime de licenciement, ne croyant pas aux promesses de reclassement. La production est pratiquement paralysée.

La société américaine a annoncé le 22 avril sa décision de supprimer les 800 emplois de fabrication d'ici à fin 2011. Freescale-semi-conducteurs est l'un des leaders mondiaux dans la conception et la fabrication de semi-conducteurs embarqués pour les marchés de l'automobile, de l'électronique grand public, des équipements industriels, des réseaux et communications sans-fil. La société américaine est née il y a 5 ans de la cession par Motorola de ses composants électroniques. Une assemblée générale du personnel de l'usine Freescale (composants électroniques), regroupant essentiellement les ouvriers de production, a reconduit lundi 9 septembre la grève déclenchée il y a une semaine contre les licenciements.

Le comité de grève qui laisse entrer jusqu'ici les camions, restreint chaque jour un peu plus les entrées (sous-traitants, nourriture, poubelles). Depuis une semaine, les non-

grévistes entrent à pied dans l'usine, sans leur voiture "pour éviter que la direction ne tente de livrer clandestinement des composants", explique un syndicaliste.

La direction se séparera aussi dans les prochaines semaines de son activité téléphonique (230 emplois). "Les syndicats non-grévistés attendent que la direction fasse des propositions en octobre, notamment concernant les seniors, tandis que nous demandons dès maintenant des propositions précises sur l'indemnisation du préjudice causé par les licenciements", a expliqué M. Hirson.

Les grévistes espèrent organiser une manifestation interprofessionnelle avec des salariés d'autres entreprises menacées, telle Molex, vouée à la fermeture par son actionnaire américain, ou TDF (ex-Télédiffusion de France), en grève contre un plan de réduction de 25% des effectifs. Des ouvriers de TDF assistaient à l'AG lundi. "Nous avons le même actionnaire que Freescale, Texas Pacific Group (TPG), ce sont les mêmes méthodes, ils achètent par endettement, puis cassent l'entreprise pour des raisons purement financières", a expliqué le délégué CGT de TDF.

Le lundi 28 septembre, les travailleurs de l'usine, en grève désormais depuis trois semaines, ont perturbé durant deux heures la circulation devant l'aéroport de Toulouse-Blagnac, jusqu'à une intervention des forces de l'ordre. Les salariés en lutte se sont placés avant 6h sur les accès autoroutiers, où ils ralentissaient la circulation en distribuant des tracts aux automobilistes, provoquant un bouchon de 2 km. Les salariés de Freescale ont multiplié depuis une semaine les actions spectaculaires pour faire connaître leur mouvement et gêner l'économie locale. Ils ont bloqué un dépôt de bus mercredi 23 septembre, envahi le conseil d'administration de la faculté du Mirail, puis la gare de Toulouse jeudi et effectué un barrage filtrant aux portes d'Airbus vendredi matin. Une réunion pourrait avoir lieu mardi, mais l'intersyndicale refuse "le préalable inacceptable" de l'arrêt de la grève, réclamé par la direction. Les ouvriers en lutte de Freescale ont ensuite rejoint les 2000 salariés d'ErDF et GrDF-Suez de Midi-Pyrénées qui ont manifesté mardi 28 septembre à Toulouse contre des sanctions disciplinaires dont une cinquantaine de travailleurs de la région ont été victimes, suite à leur mouvement de lutte du printemps. Les salariés de l'usine Freescale ont fraternisé avec les électriciens et gaziers devant les locaux de la direction régionale d'EDF.

Le jeudi 1^{er} octobre, les salariés en grève de l'usine ont continué leur lutte en bloquant un dépôt de bus de Toulouse pour la deuxième fois en huit jours. Les salariés de Tisséo ; du syndicat SUD, les ont aidés par solidarité de classe à partir de 4h30 sur le dépôt de bus d'Atlanta qui dessert le nord de la ville. Ainsi, seules quelques lignes de bus du secteur Nord fonctionnaient ce jeudi vers 9h du matin.

Les formes de lutte des travailleurs de Freescale sont exemplaires. Elles montrent ce qui pourrait être fait si les centrales syndicales travaillaient à organiser une lutte multiforme, solidaires dans l'action et bloquante pour gêner les profits, taper dans les caisses et faire reculer la politique du Capital, gagner sur nos revendications. La lutte remarquable des Freescale est handicapée par cette absence de convergences organisées dans tous les bassins d'emplois du territoire.

Rappelons notre analyse des luttes pour l'emploi

La crise révèle à beaucoup que le capitalisme n'est pas réformable, qu'il signifiera toujours les mêmes maux pour la majorité laborieuse.

En effet, rien ne change, les fauteurs du chaos économique, les banques, les boursicoteurs, l'oligarchie, veulent profiter de la situation pour gagner toujours plus de profits, en faisant payer aux travailleurs leurs pertes et en tirant de nouveaux bénéfices !

Dans l'immédiat, le plus urgent est, pour les travailleurs, la construction du rapport de forces, afin de réussir à **faire payer la crise du capitalisme par ses fauteurs, augmenter les salaires, sauver et développer les emplois !** Le capitalisme veut se débarrasser des entreprises dont le profit n'est pas maximum, adapter son outil de production aux besoins du marché : le résultat c'est en France environ 3000 privés

d'emplois de plus chaque jour.¹ Le patronat veut ainsi aggraver l'exploitation capitaliste, durcir les conditions de travail, accentuer la concurrence, volet de chômage oblige, entre travailleurs ayant un emploi et privés d'emploi.

Le programme de l'URCF est construit autour de cet axiome vérifié : les grands changements, les conquêtes sociales ont toujours leurs sources dans les luttes de classes ! **Pour sauver nos emplois, nos axes de luttes sont :**

- Plan national de luttes contre le chômage.
- Interdiction des licenciements.
- Suppression des CDD par la généralisation des emplois en CDI.
- Les revenus des chômeurs devront être revalorisés, avant l'interdiction des licenciements, il est nécessaire que les indemnités en cas de licenciements se montent à 90 % du salaire.
- Nationalisation sans indemnités des entreprises casseuses d'emploi avec contrôle ouvrier et création de vastes pôles de services publics (banques et crédit, logement, santé, Energie, transport, agro-alimentaire, Education,-Recherche-Culture-Communication-Poste).

Les marxistes-léninistes savent que les nationalisations relèvent du capitalisme d'Etat (nous avons largement écrit sur le sujet) ; mais dans ces entreprises nationalisées, les travailleurs (aidés par les véritables communistes) devront poser la question d'une production qui réponde aux besoins de la population. **Les nationalisés seront ainsi l'objet d'une âpre lutte de classes** entre les monopolistes, leur Etat et les travailleurs cherchant toujours plus à satisfaire leurs revendications sociales, politiques. Les monopolistes et leurs agents préconiseront toujours la rentabilité financière, le pillage des entreprises des pays dominés. La bataille pour les nationalisations exacerbera toutes les contradictions du système capitaliste, si les communistes jouent pleinement leur rôle, et **des millions de travailleurs se poseront la question du bris de l'Etat capitaliste**, obstacle ultime à leur émancipation sociale. Pour une analyse plus complète de la tactique des **pôles de service public**, consultez **notre programme en ligne (sur notre site <http://www.urcf.net>)**.

Si L'URCF salue toutes ces luttes auxquelles elle apporte son soutien, y compris dans ses formes radicales, **la solidarité implique aussi la franchise et la critique des insuffisances**. Les communistes révolutionnaires doivent soutenir et développer les luttes et la solidarité de classe, les diriger contre les profits pour les emplois et les salaires. Les luttes, aussi radicales soient-elles, qui se résument à des augmentations d'**indemnités de départ**, s'éloignent des intérêts de classe des ouvriers. **Nous ne nions pas la nécessité de cette douloureuse bataille, mais à l'issue seulement d'un combat général non victorieux pour le maintien des emplois** et des sites qui nous font survivre aujourd'hui et ferons survivre nos enfants demain. L'absence organisée de véritable solidarité et de lutte à l'échelle nationale, conséquence du syndicalisme d'aménagement et d'accompagnement de la bureaucratie ouvrière, livre les travailleurs à leur propre sort. **Les insuffisances, quand elles existent, ne sont pas dues aux travailleurs des entreprises concernées, mais bien à l'absence de revendications nationales unifiantes portées par les confédérations** - et notamment par la CGT dont ce fut la pratique dans sa période de classe et de masse - et au refus actuel des bureaucraties syndicales d'affronter politiquement et frontalement l'offensive réactionnaire anti-ouvrière et anti-grèves de Sarkozy. Offensive qui a pour objectif de détruire les conquêtes sociales arrachées par nos aînés et de faire payer la crise par ses victimes : le peuple-travailleur. Au centre de ces luttes sont posées la question urgente de la défense de l'emploi, l'urgence de contrecarrer la paupérisation en exigeant une hausse des salaires, la lutte contre la précarité, la défense des services publics contre les privatisations continues et la politique bourgeoise d'austérité de réduction drastique des moyens, la solidarité avec les Sans-papiers.

¹

Chômeurs de catégorie 1, alors qu'il y a au total huit catégories de chômeurs.

La lutte pour la défense de l'emploi doit être centrée sur le refus des licenciements, en s'appuyant sur les profits de ces groupes. Le prolétariat n'a que la vente de sa force de travail pour vivre. Son intérêt et celui de son parti est de refuser la moindre suppression de poste. Aucun licenciement ! Pas de suppression d'emploi ! Non aux fermetures d'usine ! Même les suppressions d'emplois « sans licenciements » (par exemple en préretraite payée par l'impôt sur les travailleurs) doivent être combattues une par une. Ce sont nos emplois pour vivre aujourd'hui, demain ceux de nos enfants, c'est notre intérêt de classe. L'URCF est consciente que seule la lutte générale (organisée) par la grève nationale et le blocage dans la durée peut faire reculer (mais pas abdiquer) le capital sur nos revendications immédiates ; stratégie que refusent les bureaucraties syndicales acquises aux intérêts de son capitalisme. Pour l'heure, les ouvriers et les employés de ces entreprises, avec les populations locales, doivent s'organiser en comités larges de défense de l'emploi par la grève et le blocage dans la durée. Ces comités doivent parvenir à se coordonner pour se soutenir et unifier leurs forces. Face à la trahison des bureaucraties syndicales, les travailleurs doivent s'auto-organiser, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces !

Nous saluons aussi toutes les luttes de classe dans les entreprises et ailleurs dont notre organisation révolutionnaire n'a pas eu connaissance. Salut de lutte, en particulier, aux travailleurs de Albany International, informaticiens du Crédit Agricole, CPAM 92, Teleperformance, Data Mailing, Asteel technologie Bretagne, Culture Bière, Molex, France Télécom, AVS, papeteries Etienne, La Poste, Alcatel-Lucent, Norbert Dentressangle, Baud SA, TVM, TCL, Marionnaud, ainsi que le LKP : **ce n'est qu'un début, continuons le combat, sur tout le territoire, auto-organisons nous en comités de lutte !**

Commission ouvrière et d'entreprises de l'URCF, 20 octobre 2009